



Monsieur Claude Wiseler  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 2 février 2024

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures.

Comme l'indique un article récent du *Tageblatt*, des policiers de plusieurs régions du pays seront retirés pour soutenir les policiers de Luxembourg-Ville. Au total, 176 patrouilles de police provenant d'autres commissariats de police seraient en service à Luxembourg-Ville. Cette mesure est provisoirement valable jusqu'à fin février.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- Quels sont les régions et les services les plus touchés par ces déductions ? Y a-t-il des services qui doivent renoncer à plus d'un tiers de leurs policiers en service ?
- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le nombre de policiers retirés de chaque service et de chaque région ?
- Quelle est la raison pour laquelle cette mesure s'applique jusqu'à fin février ? Que se passera-t-il à partir du mois de mars ? Y aura-t-il une analyse de l'impact du retrait actuel des policiers sur le fonctionnement des commissariats et des différents services ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Dan Biancalana  
Député



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires intérieures

**Réponse de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, Léon Gloden, à la question parlementaire n° 277 de l'honorable Député Dan Biancalana au sujet des effectifs de la police, déployés à Luxembourg-ville dans le cadre des contrôles de l'interdiction de la mendicité**

**Questions 1 et 2**

Je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 275 du 2 février 2024 de l'honorable Député Meris Sehovic.

**Question 3**

Le dispositif sera adapté en fonction de l'évolution de la situation. Une date de fin du dispositif n'est actuellement pas fixée.

Luxembourg, le 20 février 2024  
Le Ministre des Affaires intérieures  
(s.) Léon Gloden